



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES
POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'APPUI
TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET
INSTALLATIONS CLASSÉES

505/jpr/bmo

Arrêté du 22 décembre 2023 portant mise en demeure à la société ARMBRUSTER GRANDES CULTURES SAS de respecter certaines des dispositions applicables à ses installations sises à Ottmarsheim

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

- VU** le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I ;
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables ;
- VU** l'arrêté Préfectoral du 21 août 1996 portant autorisation d'exploiter à la société ARMBRUSTER FRERES S.A. ;
- VU** l'arrêté Préfectoral n° 2006-263-1 du 20 septembre 2006 portant autorisation à la société ARMBRUSTER FRERES S.A. à étendre ses activités ;
- VU** l'attestation du greffier du tribunal de Colmar, en date du 22 décembre 2022, confirmant le changement de dénomination de la société « ARMBRUSTER FRERES S.A. » en « ARMBRUSTER GRANDES CULTURES SAS » ;
- VU** le rapport du 28 novembre 2023 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;
- VU** la transmission du projet d'arrêté préfectoral portant mise en demeure en date du 6 décembre 2023 ;
- VU** les observations apportées par l'exploitant en date du 16 décembre 2023 dans le cadre des 15 jours de contradictoire sur le projet de mise en demeure ;

Considérant que lors de l'inspection du 17 novembre 2023 et de l'examen des documents associés, il a pu être en avant par l'Inspection des non-conformités suivantes :

- le contrôle sur pièce de l'étude de dangers des installations de 2005, et les constats réalisés sur site montre que l'étude de dangers actuelle des installations ne respecte pas les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004,
- la définition des zones à risques des installations n'est pas exhaustive, et que ces dernières ne sont ni matérialisées sur un plan et sur site conformément aux règles en vigueur, ce qui est en non-conformité aux dispositions de l'article 14 de l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2006,
- l'exploitant n'a pas fait appel à un organisme compétent pour la réalisation des contrôles relatifs à l'adéquation du matériel avec les zones à risques explosion, et à l'absence de risque liés aux courants vagabond et à l'électricité statique, ce qui est en non-conformité aux dispositions de l'article 14 de l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2006,
- l'exploitant utilise dans les zones ATEX de type 22 (qu'il a défini) des équipements non-conforme aux dispositions de l'article 9 l'arrêté ministériel du 29 mars 2004,
- l'exploitant héberge au sein de ses installations des personnels d'entreprises extérieures en non-conformité aux dispositions de l'article 15.1 de l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2006.

Considérant que les observations apportées par l'exploitant par courriel en date du 27 octobre 2023 dans le cadre du contradictoire, ne modifient pas l'application des dispositions prévues à l'article L.171-8-I du code de l'environnement ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine* ».

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La SAS ARMBRUSTER GRANDES CULTURES, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, et dont le siège social est 68 rue du Logelbach, 68000 Colmar, est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées rue du Jura – 68490 Ottmarsheim.

Article 2 :

- **Dans un délai de 6 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé :

L'exploitant doit disposer d'une étude de dangers au sens des articles L 512-1 du code de l'environnement et 3 du décret du 21 septembre 1977 susvisé. Cette étude doit préciser les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation.

Cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique, l'intensité des effets et la gravité des conséquences des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite.

Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents. En particulier, toutes les mesures prises pour l'application des dispositions prévues par les articles 6 à 15 inclus du présent arrêté, doivent être justifiées dans l'étude de dangers. »

Article 3 :

- **Dans un délai de 6 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 14 de l'arrêté Préfectoral du 20 septembre 2006 susvisé :

L'exploitant détermine les zones de risque incendie, de risque explosion et de risque toxique de son établissement. Ces zones sont reportées sur un plan qui est tenu régulièrement à jour et mis à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Les zones de risque d'incendie sont constituées de volumes où, en raison des caractéristiques et des quantités de produits présents même occasionnellement, leur prise en feu est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement.

Les zones de risque d'explosion sont constituées des volumes dans lesquels une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en œuvre ou stockées.

Les zones de risque toxique sont constituées des volumes dans lesquels une atmosphère toxique est susceptible d'apparaître.

Ces risques sont signalés conformément aux réglementations en vigueur.

[...]

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel effectué par un organisme compétent, comportant :

- *une description des installations présentes dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives ;*
- *une description des mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statiques, des courants vagabonds et de la foudre ;*
- *les conclusions de l'organisme concernant l'état de la conformité des installations avec les réglementations en vigueur.*

»

Article 4 :

- **Dans un délai de 6 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé :

« [...] Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :

- *appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret*

n°96-1010 du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible ;

- ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières " dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C [...] »

Article 5 :

- **Dans un délai de 1 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 15.1 de l'arrêté Préfectoral du 20 septembre 2006 susvisé :

« Les capacités de stockages et tours de manutention sont éloignées par rapports aux habitations [...] d'une distance d'au moins :

- silo 1 : 100m

- silo 2, 4 et 5 : 50m

- silo 3 : 75 m

Le site ne comporte pas de locaux administratifs non destinés à la conduite directe de l'exploitation. [...]»

Article 6 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 7 :- Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 9 :- Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

A Colmar, le 22 décembre 2023

le préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MAROT